

[Text]

gouvernements. On pourrait simplifier tout cela et exempter ce qui est exempté présentement au niveau des provinces. On est même prêts à aider le gouvernement à définir un certain nombre de produits qui seraient plus représentatifs de ce qu'on appelle la nourriture de base.

• 1650

M. Garneau: Comment voyez-vous la visibilité de la taxe? Supposons que je vais dans un de vos magasins et que j'achète autre chose que de la nourriture. Tenons pour acquis que la nourriture est exemptée. Disons que j'achète un balai. Comment voyez-vous la visibilité de la taxe sur la facture? Voulez-vous que cela figure sur la facture du consommateur? Il reçoit son coupon de caisse; le balai lui a coûté 10\$ et il y a 10 p. 100 de taxe. Voulez-vous que cette taxe de 10 p. 100 soit indiquée à part, un peu comme dans le cas de la taxe de vente actuelle sur certains articles? Est-ce cela, la visibilité pour les consommateurs?

M. Auger: Cela peut prendre plusieurs différentes formes. L'industrie souhaiterait quelque chose qui ne soit ni trop difficile ni trop coûteux à administrer. Cela pourrait être une espèce de panneau près de la caisse enregistreuse qui avertirait le citoyen qu'il y a une taxe de x p. 100 sur tel et tel article. Cela pourrait aussi figurer sur sa facture si c'est plus facile et plus économique. On est prêts à examiner tous les moyens possibles afin de déterminer lequel est le moins coûteux à administrer. Cela devrait être un système relativement simple.

Mr. Cassidy: I would like to welcome the witnesses from the Canadian Council of Grocery Distributors, and I welcome in particular their comments on the food tax.

I know you have already been speaking with Mr. Garneau about this, but when you are speaking about the basic foods, could you elaborate on that—I did not entirely understand what you were saying, and to what extent you deal with the question—and on processing in foods? We take the view very strongly—and we welcome your support for the view—that food should not be taxed. As you say in your brief, among other things, because it is a necessity, because it is a cash purchase, because people can see just what is happening there, in equity it just does not make sense to take lower-income families, who of necessity pay a higher proportion of their total income on food, and then slap an 8% or 10% or 12% tax on top of that. I think the government's arguments in the white paper are specious, and when they suggest, well, look at people buying caviar, and that the total amount spent by higher-income people is greater, of course it is, because they have a higher income; but the share of income spent on food by lower-income people is of course greater.

Can you elaborate a bit, though, about some of those definitional problems, bearing in mind that you already deal with an industry where I believe something like 10% or 15% of the products sold through the typical supermarket already pay the other provincial and federal

[Translation]

exempted provincially could be exempted. We are even prepared to help the government define some products that would be more appropriately termed basic food items.

Mr. Garneau: How do you see the visibility of the tax? Suppose I buy something other than food in one of your stores. Let us assume that food is exempted. If I buy a broom, for instance, how would the tax show on the bill; do you want it to figure on the receipt given to the consumer? It would indicate that the broom cost \$10 and there was 10% tax charged. Do you want the 10% tax to be shown separately, as is the practice for the sales tax on certain items? Is that what is meant by visibility for consumers?

Mr. Auger: It could take several different forms. The industry would prefer something that is not too difficult or costly to administer. It could be a kind of sign near the cash register informing the consumer that there is a tax of $X\%$ on such and such an item. It could also be shown on the bill if that is easier and more economical. We are willing to look at all the possibilities and choose the one that is the least expensive to administer. It should be a relatively simple system.

M. Cassidy: Je souhaite la bienvenue aux représentants du Conseil canadien de la distribution alimentaire et j'accueille très favorablement leurs commentaires sur la taxe sur les aliments.

Je sais que vous en avez déjà parlé avec M. Garneau mais au sujet des denrées alimentaires de base, pourriez-vous donner davantage de précision? Je n'ai pas tout à fait saisi vos propos mais je ne sais pas jusqu'à quel point vous traitez de la question. J'aimerais aussi avoir vos commentaires sur la transformation des aliments. Nous nous opposons très énergiquement à la taxe sur les aliments, et nous nous félicitons de votre appui. Comme vous le dites dans votre exposé, les aliments ne devraient pas être frappés d'une taxe parce qu'ils constituent une nécessité, parce qu'on les paie comptant et qu'une taxe fait d'autant plus mal, et parce qu'il est impossible de justifier que les familles à revenu faible, qui consacrent déjà, par force, une plus grande part de leur revenu à la nourriture, soient obligés de payer huit, ou 10, ou 12 p. 100 de plus sous forme de taxe. J'estime que les arguments du Livre blanc sont spécieux: on y parle des consommateurs du caviar et du fait que le montant total dépensé par les gros revenus est plus élevé. Cela est une évidence; mais proportionnellement c'est les gens à revenu faible qui dépensent plus.

Pouvez-vous nous donner quelques précisions concernant cette définition? Dans votre industrie il y a déjà 10 ou 15 p. 100 des produits vendus dans les supermarchés typiques qui relèvent de la taxe de vente fédérale ou provinciale. Expliquez-nous comment nous